

PROCÈS DU GÉNÉRAL HASSAN AUJOURD'HUI À ORAN

L'énigme Toufik

Le tribunal militaire d'Oran a une lourde tâche aujourd'hui : tenter de rétablir la vérité sur les accusations portées contre le général Hassan, ancien chef de la lutte antiterroriste au sein du DRS, emprisonné depuis le mois d'août dernier.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Connu pour ses hauts faits d'armes, l'homme est présenté comme une victime de la situation politique sensible que traverse le pays.

Les conditions de son arrestation, son emprisonnement et les entraves faites à ses avocats ont généré un flou et aggravé l'opacité de l'affaire de Zeralda. Car tout semble être parti de là en fait puisque dans les jours qui ont suivi l'éclatement de coups de feu dans la résidence présidentielle (en juillet), des bouleversements historiques ont été apportés au sein de l'ossature des services de renseignement qui faisaient la réputation de l'Algérie. Il est de notoriété publique que le général Hassan est l'un des premiers hauts gradés à avoir fait les fais de cette situation. Selon ses avocats, son arrestation s'est déroulée en violation de la loi du moment que la loi interdit les arrestations de nuit dans les domiciles (pas après 20h) alors que le prévenu, lui, a été arrêté chez lui à 21h. Plus grave, la défense n'a eu aucune possibilité de rencontrer son client durant la première dizaine de jours de sa détention, ni même eu accès à son dossier à tel point que nul n'était en mesure de connaître les accusations portées à son encontre.

Au cours d'une conférence de presse, un parti politique, le PT en l'occurrence, a déclaré que l'un des faits reprochés à l'ancien chef de la lutte antiterroriste est «l'insubordination et la création d'une organisation armée, la rétention d'informations et la détention d'armes à feu». Il a fallu attendre de longues semaines pour

que l'opinion apprenne qu'une action publique avait été enclenchée par le vice-ministre de la Défense et le procureur militaire de la République contre le général Hassan pour «destruction de documents et infraction aux consignes». Entre-temps, deux de ses avocats, M^{es} Sellini et Miloud Brahimi, se retirent du dossier pour protester contre les graves irrégularités qui entachent l'affaire.

Le prévenu, lui, croupit toujours en prison. Pour des raisons de compétence territoriale, M. Gaïd Salah annonce sa décision de le transférer de la prison militaire de Blida à Ourgla. La nouvelle a été rendue

publique par Mokrane Aït Larbi lequel a révélé que «le vice-ministre de la Défense nationale a désigné sur la base de l'article 30 du code de justice militaire le tribunal militaire d'Oran comme juridiction compétente pour juger le général Hassan».

Le tribunal militaire de Blida où se sont produits plusieurs changements également liés à l'affaire de Zeralda se voit ainsi déchargé du dossier qui a été transmis à la cour militaire d'Oran. Même si le transfert annoncé s'inscrit juridiquement dans un souci de compétence territoriale, l'opinion n'a pas manqué de s'interroger sur l'existence d'un lien entre les changements survenus quelques mois auparavant au sein du tribunal de Blida. L'inspecteur et le procureur ont été limogés peu de temps après le procès du jeune lieutenant accusé d'être impliqué dans l'affaire de Zeralda.

Aujourd'hui, Mokrane Aït Larbi, le

défenseur du général Hassan, a décidé de jouer gros pour «faire éclater la vérité et rétablir la justice». Depuis quelques jours, la polémique tourne ainsi autour de la présence du général Toufik à ce procès. Mercredi dernier, il avait déposé une demande auprès du procureur militaire pour sa convocation en tant que témoin puisqu'il était le chef hiérarchique du général Hassan au moment des faits. Un débat juridique a été depuis enclenché afin d'établir la faisabilité de cette procédure. Certains ont jugé la demande impraticable dans la mesure où seuls les témoins entendus au cours de l'instruction sont habilités à être appelés.

M^e Mokrane Aït Larbi ne l'entend pas de cette oreille. Selon lui, l'article 31 du code de justice militaire stipule clairement que l'inculpé ou son défenseur ont la possibilité de transmettre au procureur militaire de la

République le nom et l'adresse des témoins qu'il veut faire entendre. Dans le cas présent, l'ancien patron du DRS constitue la principale personne, sinon la seule, habilitée à apporter les clarifications nécessaires au dossier. Tous les éléments de réponse sont à ce niveau du moment qu'il se trouvait encore en poste au moment de l'arrestation du général Hassan ce qui laisse même supposer l'existence de traces, voire d'écrits sur les faits.

Reste à savoir à présent si la demande adressée par M^e Mokrane Aït Larbi a été transmise par le tribunal au général Toufik comme le veut la procédure. Et si tel est le cas, acceptera-t-il de se déplacer au tribunal militaire d'Oran pour le procès de son ancien collaborateur ? Quelle que soit sa décision, elle restera à jamais inscrite dans l'histoire de l'Algérie.

A. C.

DÉCLARATION DE MAÎTRES KHALED BOURAYOU ET AHMED TOUPHALI TAYEB, AVOCATS DU GÉNÉRAL HASSAN

Un héros de la lutte antiterroriste risque d'être condamné

Un des vaillants officiers de l'Armée nationale populaire, parmi ceux qui ont sauvé le pays du péril terroriste et épargné au peuple algérien l'anéantissement programmé ; le général Hassan, risque une lourde condamnation.

Dès son arrestation tard dans la nuit dans des conditions dégradantes, indignes d'un Etat qui se dit de droit, il a été jeté en pâture à l'opinion publique avec de très lourdes charges pénales qui ne tiennent pas la route.

Son incarcération a provoqué une vive émotion parmi tous les patriotes du pays.

Ceux qui l'ont toujours côtoyé et partagé son parcours connaissent aussi bien son dévouement à la patrie que ses qualités humaines.

La réalité est qu'il n'est qu'une victime collaté-

rale de la féroce guerre de clans qui se livre à un haut niveau de la sphère politique.

S'il est condamné, quel signal l'Algérie va-t-elle donner à tous ceux qui, en Algérie et dans le monde, livrent une bataille acharnée contre le terrorisme interne et transnational qui a redoublé de férocité ces dernières années ? Personne ne comprendra que l'Algérie, citée aujourd'hui en exemple dans la lutte contre le terrorisme, en arrive à condamner injustement un des héros du combat contre la barbarie.

Toujours dans l'œil du cyclone, avec des périls terroristes à ses frontières, notre pays a plus que jamais besoin de ses courageux fils : soldats, officiers et citoyens qui font le choix de combattre le terrorisme. Notre patrie ne peut se passer d'un exemple aussi retentissant de l'anti-terrorisme tel que le géné-

ral Hassan qui a incarné, des dizaines d'années durant, l'efficacité du renseignement au service de la sécurité et de la défense du pays.

S'il est condamné, alors qu'il n'a rien à voir avec les charges qui sont retenues contre lui, une page sera tournée en Algérie : celle d'un pays de résistance et d'héroïsme au profit d'un Etat dévitalisé, déroulant le tapis rouge devant les émirs assassins d'hier, revenus sur la scène politique pour glorifier leurs crimes en toute impunité, s'enrichissant de leurs forfaits en toute illégitimité, osant offenser les institutions et par là même l'Algérie de la Résistance.

M^e Khaled Bourayou
M^e Ahmed Touphali Tayeb,
avocats du général Hassan

APRÈS LES ATTENTATS DE PARIS ET DE TUNIS

Alger sous haute surveillance

C'est un déploiement policier important que la Sûreté nationale a mis en place tôt hier dans la capitale. En effet, quelques heures seulement après l'attentat terroriste qui a ciblé la garde présidentielle tunisienne en plein cœur de la capitale, la Sûreté nationale a renforcé sa présence dans les principales artères d'Alger et autour des édifices diplomatiques.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A Alger, on prend la menace terroriste très au sérieux. Le déploiement policier constaté au lendemain des attentats terroristes de Paris a été considérablement renforcé depuis ce mercredi, soit au lendemain des attaques terroristes contre la garde présidentielle en plein centre-ville de Tunis.

Hier, un tour dans le Grand-Alger nous a permis de constater de visu une présence policière différente des jours passés. Signe du déploiement : l'effectif policier qui assure la sécurité aux alentours du Centre culturel français (CCF), situé à quelques mètres de la Wilaya d'Alger, en plein centre-ville a été revu à la hausse.

Mieux, des barrières qui ont disparu ces dernières années ont de nouveau été érigées tout au long de l'édifice. Même constat au niveau du lycée Roland-Dumas situé dans le quartier résidentiel des Asphodèles à Ben Aknoun ou encore aux alentours de la résidence de l'ambassade de France sise à El-Biar. Toutefois, selon des sources sécuritaires, le déploiement policier dans la capitale ne fait pas suite aux événements survenus en France ou en Tunisie. «Il fait partie d'une stratégie sécuritaire nationale que



Photo : Samir Sid

La vigilance est de mise.

nous avons mise en place depuis longtemps», nous confie une source policière.

La BRI sur le terrain

Sur le terrain, plus exactement au centre-ville d'Alger, des policiers en civil ou en tenue sont déployés tout au long de Didouche-Mourad, Zighoud-Youcef et Hassiba-Ben-Bouali.

Ainsi, outre les policiers en charge de réguler la circulation, dont le nombre a été également doublé, des policiers qui ont jusque-là agi dans la discrétion la plus totale sillonnent les principales artères de la capitale. Il s'agit de l'élite de la police judiciaire, communément appelée la Brigade de recherche et d'intervention (BRI).

Portant des armes d'un autre genre, les éléments de la BRI en groupes de trois font le va-

et-vient tout au long de la rue Didouche-Mourad. Leur présence attire les regards des citoyens, que certains n'hésitent pas à prendre en photo. Sur les hauteurs d'Alger, plus exactement du côté des quartiers d'El Biar, de Hydra ou encore de Ben Aknoun, lieux où sont situés une grande partie des résidences et autres édifices diplomatiques, la présence policière est également très remarquée. A ce niveau, le dispositif sécuritaire a été renforcé par des policiers en civil.

A l'intérieur de voitures banalisées, ils suivent discrètement les va-et-vient des gens. Ce décor est perceptible notamment au niveau de plusieurs ambassades de pays occidentaux.

Pour rappel, au lendemain des attentats de Paris, l'ambassadeur français à Alger, dans un message envoyé aux ressortissants français vivant à Alger, a indiqué, «j'ai demandé aux autorités algériennes de bien vouloir renforcer

les dispositifs de sécurité auprès des principaux sites français en Algérie, notamment nos écoles et nos institutions (...) car nous ne pouvons exclure que ceux qui ont commis l'irréparable hier à Paris et à Saint-Denis cherchent également à s'en prendre à nos compatriotes ou à des implantations symboliques, hors de France».

Appel à la vigilance

Coïncidence : ce redéploiement policier notamment dans la capitale a été implicitement annoncé mardi soir par le premier responsable de la Direction générale de la Sûreté nationale. En tournée à l'est du pays, M. Abdelghani Hamel a lancé depuis Annaba un appel à la vigilance. Pour le premier responsable de la DGSN, «la vigilance face au danger terroriste doit faire partie du comportement de tous les jours des citoyens algériens». «Le terrorisme, aujourd'hui transfrontalier, requiert la vigilance du citoyen en appui au rôle dévolu à l'Etat en matière de coordination et de mise en place de tous les moyens à même de faire face à ce phénomène et à sa propagation», a souligné le DGSN dans une conférence de presse organisée à l'école de police Hadi-Khediri.

M. Hamel a évoqué «l'expérience acquise par l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme», devenue «une référence qui retient aujourd'hui l'attention de nombreux pays». Information de taille : le premier responsable de la Sûreté nationale avait annoncé que la couverture sécuritaire du pays est de 80%, tout en plaçant «pour plus d'efforts pour atteindre un taux de couverture de 100% à la faveur de la modernisation des moyens d'investigation et d'intervention et grâce à la formation des éléments formant ce corps constitué».

A. B.